



HAL
open science

“ Monument des martyrs ” dans la ville d’Abidjan : de la reconnaissance urbaine à la légitimation politique (2002 à 2010) “ Monument of the martyrs ” in the city of Abidjan: from urban recognition to political legitimation (2002 to 2010)

Barnabé Cossi Houedin, N’guessan Daniel, Tata Mariam

► **To cite this version:**

Barnabé Cossi Houedin, N’guessan Daniel, Tata Mariam. “ Monument des martyrs ” dans la ville d’Abidjan : de la reconnaissance urbaine à la légitimation politique (2002 à 2010) “ Monument of the martyrs ” in the city of Abidjan: from urban recognition to political legitimation (2002 to 2010). L ngbowu, *Revue des Lettres, Langues et Sciences de l’Homme et de la Société* , 2018, 5 (5), pp 443-466. ird-03747771

HAL Id: ird-03747771

<https://hal.ird.fr/ird-03747771>

Submitted on 8 Aug 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« Monument des martyrs » dans la ville d'Abidjan : de la reconnaissance urbaine à la légitimation politique (2002 à 2010)

« Monument of the martyrs » in the city of Abidjan: from urban recognition to political legitimation (2002 to 2010)

Barnabé Cossi Houédin

*Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan/ Côte d'Ivoire
Institut d'Ethno-Sociologie (IES)
houedin@yahoo.fr*

N'Guessan Daniel Djédjé

*Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan/ Côte d'Ivoire
Institut d'Ethno-Sociologie (IES)
djdjnd2000@yahoo.fr*

Tata Mariam Fofana

*Département de Sociologie et d'Anthropologie
Université Lorougnon Guédé de Daloa
mariametata@yahoo.fr*

Résumé

Ce texte traite du sort des monuments bâtis à la mémoire de victimes construites comme des martyrs, cela, dans un contexte de crise en Côte d'Ivoire. Il s'intéresse principalement à la façon dont les pouvoirs publics les légitiment depuis leur construction. En ce qui concerne le «monument des martyrs », les résultats montrent une sorte de légitimation du pouvoir en phase avec la mobilisation de logiques urbaines. Ce qui passe par pratiques suivantes : reconnaissance et valorisation de morts érigés en martyrs, identification au monument, résistance et domination identitaire. L'article met en évidence une variabilité des champs d'usage du monument comme ressource sociale. Les pratiques qui sont associées à sa mise en valeur, la manière dont ces pratiques entretenues dans l'aménagement de la ville sont autant de marges de manœuvres pour renforcer la légitimité du pouvoir en place. En somme, le texte montre que la légitimation du monument dans les processus de l'aménagement urbain favorise des rationalités dont la cohérence consolide l'action publique en matière de gouvernance. Ce qui a un impact sur les formes de citoyenneté, d'identités collectives et les types de marquage spatial produits.

Mots clés : Martyr ; Mémoire ; Monument ; Gouvernance.

Abstract

This text deals with the fate of monuments built in memory of victims built as martyrs, in a context of crisis in Côte d'Ivoire. He is mainly interested in how the authorities legitimize them since their construction. As for the "monument of the martyrs", the results show a sort of legitimization of power in step with the mobilization of urban logics. What goes through the following practices: recognition and valorization of dead as martyrs, identification with the monument, resistance and domination of identity. The article highlights a variability of the fields of use of the monument as a social resource. The practices that are associated with its development, the way in which these practices maintained in the planning of the city are as much room for maneuver to strengthen the legitimacy of the power in place. In sum, the text shows that the legitimization of the monument in the processes of urban planning favors rationalities whose coherence consolidates public action in matters of governance. What has an impact on the forms of citizenship, collective identities and types of spatial markings.

Keywords: Martyr; Memory; Monument; Governance.

Introduction

Le « monument des martyrs » a été inauguré le 24 janvier 2002 dans la ville d'Abidjan, en Côte d'Ivoire. Il aurait été édifié suivant les ordonnances du Président Gbagbo Laurent en vue de commémorer les victimes¹ liées aux événements de son accession à la présidence de la République après les élections d'octobre 2000 (Sivori 2000 ; Gbato, 2002). Présenté par ses promoteurs (le Président Gbagbo Laurent et les militants ou sympathisants du FPI²) comme un monument commémoratif, il aurait acquis un statut particulier du fait que son édification a été motivée par la volonté de reconnaissance de ce nouveau chef d'Etat vis-à-vis du « peuple » qui a participé à le positionner à ce rang. Ainsi, ses conditions d'édification auraient été facilitées par le pouvoir de ce dernier avec plus ou moins les fonctions premières de contribuer, au plan institutionnel³, à honorer l'identité desdites victimes. De plus, selon les objectifs assignés par le Président Gbagbo Laurent et les siens au monument, il serait un point de repère commun entre le « peuple » et l'Etat. En tant que tel, il est supposé faire figure d'un modèle d'infrastructure permettant de traduire la légitimation de pouvoir, un support de citoyenneté. Bien plus, le monument en question serait un équipement identitaire pour faire émerger aux plans urbain et national, l'idée d'une identification concertée à travers laquelle l'espace urbain abidjanais est à l'épreuve d'une politique publique de cohésion sociale.

Mais, sur la base de ses conditions d'émergence et la variété des objectifs susmentionnés, cet investissement mémoriel est resté marqué par l'identité de ces derniers. Il passerait même aux yeux de leur principal adversaire politique⁴ comme un investissement dont les conditions d'édification sont problématiques. Sous ce rapport, le monument a donc progressivement été inscrit dans les rivalités politiques entre le FPI et le RDR. Depuis donc son édification jusqu'à son état actuel de ruines⁵, l'objectif (réel ou supposé) qui lui est attribué, celui de contribuer à la commémoration de martyrs dits de la nation, est allé de pair avec les controverses entre ces deux familles

¹ L'édification du monument aurait été incitée pour rendre hommage aux victimes des événements des 24, 25 et 26 octobre 2000 où, suite à l'appel de Gbagbo Laurent, le « peuple » est descendu dans les rues pour contester ce qu'il qualifiait de braquage électoral opéré par le candidat sortant, le Général Robert Guéi. Ensuite, à défaut de la volonté de construire de nouveaux monuments en hommage des victimes de « la tentative de coup d'Etat du 19 septembre 2002 », des « massacres » liés aux événements des 14, 15, 16 novembre 2004 à l'Hôtel Ivoire (Laquachenn, 2005), l'identité des victimes, qu'elles soient des figures emblématiques de la scène politique ou pas, a été aussi associée à ce monument. Par la suite, en raison de la continuité de la crise et l'implication de présumés acteurs externes tel que la France (l'ancien colonisateur) (Koulibaly, 2003), il a été surtout brandi par les militants ou sympathisants du FPI comme la symbolique de toutes les victimes de la période de crise allant de l'année 2000 à 2010.

² Front Populaire Ivoirien, parti politique dont est issu l'ex-président de la République Gbagbo Laurent. Ce dernier est resté au pouvoir de 2000 à 2010 et le parti dont il est issu, le FPI était considéré à cette période comme le parti au pouvoir et l'un des partis politiques significatifs de la scène politique en Côte d'Ivoire

³ Au cours de la journée de « deuil national et de commémoration des martyrs » organisée le 09 Novembre 2000, Gbagbo Laurent fit les promesses suivantes : i) prendre un décret consacrant tous les 24 octobre, journée des martyrs sur toute l'étendue du territoire, ii) baptiser l'une des principales voies de la ville de « boulevard de martyrs » et enfin, iii) construire un mémorial de martyrs en l'honneur des victimes des événements du 24, 25 et 26 octobre 2000. Lire (Pépé, 2000)

⁴ Il s'agit du RDR : Rassemblement Des Républicains, un autre parti politique significatif de la scène politique ivoirienne

⁵ L'enquête a révélé que le monument a d'abord été l'objet d'une première attaque le 24 mars 2004 lors d'une marche organisée par les militants du RDR et du PDCI. Cette marche, dite « pacifique » avait pour objectif la protestation contre les pratiques du régime de Gbagbo Laurent que les militants de ces familles politiques qualifiaient de dictature. Les troubles générés par cette marche interdite ont débouché sur une première dégradation du monument. Ensuite, avec la crise post-électorale de 2010, sa destruction a été achevée, laissant à l'observation les restes de sa fondation encore présentes sur le site où il a été édifié

politiques. Ce qui fait de lui un élément essentiel dans la lecture des conflits du même champ dans la ville d'Abidjan. A preuve, sa forme initiale et ses présentes ruines (voir photo ci-après) sont d'une part, deux états présentés dans la ville d'Abidjan comme les symboles du décalage permanent entre les perceptions, la revendication et l'usage concurrent des victimes dont elles sont censées représenter ou non dans les deux familles politiques . Ces mêmes états du monument seraient d'autre part, affichés dans l'imaginaire de la ville pour révéler l'écart entre les mémoires de la période de crise militaro-politique respectivement diffusées par les mêmes familles politiques.



Source : Enquête de terrain, Houédin, 2015.

Photo : Aperçu des ruines du «monument des martyrs » :après la destruction du monument, il ne reste plus que le socle qui lui servait de fondation

D'un côté, depuis son édification, le régime⁶ du Président Gbagbo Laurent, à travers la politique de « refondation culturelle » a entrepris de l'exploiter à des fins opérationnelles. En effet, transformant la victoire électorale et le caractère national conféré au monument en normes (morales ou institutionnelles) pour justifier son édification, ledit régime a lui-même construit et entretenu, aussi bien au niveau local que national, le succès politique dont cette œuvre d'art restait le symbole. De l'autre côté, chez Alassane Ouattara⁷ et les siens du RDR, cette approche du monument serait plutôt un échec. Elle tend, semble-t-il, à masquer la réalité sur l'identité des martyrs célébrés . Et, par-delà ce fait, les efforts significatifs que ces acteurs (dans l'opposition à cette époque) mènent non seulement en matière de lutte politique mais aussi, dans la construction de l'histoire de leur parti .

Investissement de mémoire, mais aussi patrimoine culturel permettant d'inscrire lesdits martyrs dans la mémoire collective de la ville, cette infrastructure publique est de fait l'objet de débat entre les sympathisants de ces partis rivaux. En effet, ses

⁶ Doter la ville en infrastructures telles que les monuments aurait été parmi les priorités du Gouverneur du District d' Abidjan Djédji Amondji Pierre. C'est aussi l'un des acteurs de premier rang du FPI. A l'analyse de ses propos de campagnes recueillis par Téha et Gbapo (2002, p 6), il entendait construire des monuments dans la ville d'Abidjan s'il était confirmé au poste de Gouverneur dudit District Au cours de l'enquête, certains interviewés ont révélé que c'est ce qu'il aurait fait en s'impliquant de façon active dans l'édification du « monument des martyrs ». Après inauguration du monument, sa gestion aurait été confiée au district d'Abidjan, institution dont il avait la charge de gouverner.

⁷ Cet acteur est connu pour être le principal leader du RDR. Entre 2000 et 2010, il était encore dans l'opposition.

fonctions officielles d'infrastructure « neutre » servant à l'embellissement de la ville ne sont pas partagées par les sympathisants du RDR . Et, dans un tel contexte (social et politique) , il est devenu l'objet de fréquentes contestations, de méfiance de la part du second parti . L'enquête exploratoire permet de rendre compte du désintérêt de ces derniers acteurs vis-à-vis des ruines du monument depuis leur arrivée au pouvoir en 2010. Désintérêt d'ailleurs accentué par une volonté manifeste de le laisser sous silence dans la politique de rénovation urbaine enclenchée après la crise post-électorale en 2011. Pourtant, les militants du FPI s'attachent toujours à ce que l'histoire associée à de telles ruines ne soit pas détournée de celle diffusée à travers les caractéristiques initiales du monument.

Le saisissant ainsi comme monument commémoratif (Choay, 1992) en passant par la production de liens réels ou supposés entre l'histoire de ces partis politiques , de façon réciproque, les militants du RDR et du FPI s'y réfèrent pour défendre deux positions contradictoires : les premiers, en tant que ceux qui s'opposent à la présence du monument dans la ville, les seconds, en tant que ceux qui l'ont toujours soutenu. De façon conséquente, même dans son état de ruines, il serait un objet permanent d'identification et de non identification au-delà duquel se révèlent encore les alliances , les rivalités entre groupements politiques significatifs du pays (Assouman, 2015). Bien plus, prenant appui sur le décalage de position autour du monument ou de ses ruines, ce n'est pas une erreur d'affirmer qu'il a été affiché à un moment donné comme un avantage identitaire pour le pouvoir de Gbagbo Laurent . Il en est de même de sa perception par les partis de l'opposition de l'époque comme un symbole identificatoire visant à défavoriser leurs rivaux du RDR dans les compétitions politiques locales. En dépit donc de la méfiance qui a émaillé son existence, des formes de contestations politiques dont il a fait l'objet et de l'influence du changement politique qu'il a subie, les motivations sociales par lesquelles le « monument des martyrs » a été promu restent toujours d'actualité chez les sympathisants de Gbagbo Laurent.

Ces remarques offrent un éclairage sur l'intérêt de cette étude sur le « monument des martyrs» dans la ville d'Abidjan. Elles contribuent ainsi à mettre en exergue d'autres paramètres sociaux encore susceptibles de renseigner sur l'importance des transformations urbaines associées à l'existence dudit monument. En premier, il y a le fait que le « monument des martyrs » soit perçu par les militants du RDR comme érigé uniquement en l'honneur des martyrs du FPI ou des sympathisants de Gbagbo Laurent. Dans ce sens, des monuments comme « le monument de la liberté » (Yopougon), « le monument des éléphants dont les trompes se coupent » (Port-Bouet), « le monument les Mille Générations » (Plateau) et encore le « monument du rond-point de Cocody- Saint Jean»⁸ ont été édifiés sous l'idéologie du nationalisme : sujet sur lequel les deux partis sont opposés. Alors, prenant appui sur le prétexte de leur lien avec l'idéologie de l'ancien pouvoir, en 2011, cette série de monuments bâtis par le régime de Gbagbo Laurent a été détruite.

Deuxièmement, la partie Sud du « Boulevard Latrille »⁹ a été rebaptisée « Boulevard des martyrs » par le pouvoir de Gbagbo Laurent en 2000. Cette dénomination a été surtout adopté par le régime d'alors suite aux événements des 14, 15, 16 novembre 2004 à l'Hôtel Ivoire. A la prise du pouvoir par Alassane Ouattara en 2010, son

⁸ Ce monument aurait été le symbole de la volonté de rompre avec les liens de la servitude. Brandie dans la ville d'Abidjan, il contribuerait ainsi à reconstruire son identité en lui attribuant ses caractéristiques.

⁹ Le boulevard en question est situé dans la commune de Cocody, l'une des dix communes de la ville d'Abidjan. Il aurait été baptisé depuis plus d'une cinquantaine d'années en l'honneur d'André Latrille, l'un des ancien Gouverneur de la colonie de Côte d'Ivoire (1843 à 1845).

ancienne appellation a été relégitimée .Troisièmement, un autre monument des martyrs est érigé et entretenu par le pouvoir d'Alassane Ouattara¹⁰. Il est amovible, mis en relief dans la commune d'Abobo¹¹ lors de commémoration d'évènements dits nationaux¹². Ces différents constats rendent pertinents une analyse des logiques qui circulent ou s'affrontent autour du monument. Dans cet article, l'accent est donc mis sur la façon dont le pouvoir de Gbagbo Laurent a construit la légitimité du monument, la manière dont les sympathisants du FPI se représentaient sa présence dans la ville d'Abidjan. Partant de ce fait, la question qui oriente cette étude est la suivante : Comment le régime de Gbagbo Laurent a construit la légitimité du « monument des martyrs » dans la ville d'Abidjan ? De façon spécifique, quelles sont les représentations, les pratiques qui ont été générées autour de la présence du monument dans la ville d'Abidjan ?

L'objectif de cette étude est de comprendre la façon dont le régime de Gbagbo Laurent a construit la légitimité du « monument des martyrs » dans la ville d'Abidjan. Plus précisément, il est question de saisir le sens des représentations, des mécanismes de marquage de l'espace urbain qui découlent de la présence d'un tel monument dans la ville d'Abidjan entre 2002 et 2010.

1. Cadre de référence théorique et méthodologie

Cette partie du texte se subdivise en deux parties : le cadre de référence théorique et la méthodologie.

1.1- Cadre de référence théorique

Conformément à l'objectif susmentionné, l'étude s'appuie sur certains aspects de la théorie de l'investissement (Gaillard et Thuillier, 1968). C'est une théorie d'emprunt au champ économique. Appliquée à cette recherche, elle se révèle pertinente pour comprendre les stratégies de reconnaissance et de légitimation du monument dans l'ensemble urbain abidjanais. Pour cela, les analyses se construisent, d'un côté, autour des questions de rationalités, de subordination ou encore de résistance. De l'autre côté, l'accent est mis sur les significations données à la présence du monument en tant que produit investi, son rôle et ses limites. Ces différents aspects de la théorie permettent de reconstruire l'existence du monument dans la ville comme le produit avec lequel des formes de mobilisation urbaines, qu'elles soient individuelles ou collectives se consolident ou non.

En investissant un tel produit, les promoteurs escomptent deux objectifs : appropriation de l'identité de la ville, valorisation d'une forme de gouvernance par laquelle ils s'y distinguent. Dans la même ligne d'idées, ils renforceraient la visibilité régime qui l'a édifié, non seulement au niveau international, national, mais aussi au niveau urbain. Bien

¹⁰Depuis 2010, cet acteur de la scène politique est arrivé au pouvoir et occupe le statut de président de la République de Côte d'Ivoire

¹¹ Cette commune est l'une des dix communes de la ville d'Abidjan. Elle est communément désignée comme une base électorale du RDR.

¹² Il s'agit par exemple de la fête des lumières qui a lieu dans la ville d'Abidjan chaque fin d'années. Il est aussi question de la commémoration des femmes martyres d'Abobo, chaque 03 mars de l'année. Ces pratiques sont de plus en plus institutionnalisées depuis la prise du pouvoir par Alassane Ouattara en 2010. Pour l'histoire, au cours de la crise post-électorale, une marche dite pacifique a été organisée dans ladite commune par les sympathisants d'Alassane Ouattara. Ils entendaient ainsi protester contre le maintien du pouvoir par le Président Gbagbo, le candidat sortant des élections présidentielles de 2010. Acte d'ailleurs qu'ils qualifient de pouvoir confisqué parce que, ce dernier aurait perdu lesdites élections. Les troubles conséquents de cette marche ont débouché sur la mort, dit-on de sept (7) femmes. Elles auraient été abattues par les forces de sécurité loyales au Président Gbagbo Laurent. C'est à partir de cet incident survenu lors de la crise post-électorale que du reste, le Conseil de sécurité de l'ONU (Organisation des Nations Unies) à voter le 30 mars 2011, la Résolution 1975 autorisant les soldats de ladite organisation et aux troupes françaises basées en Côte d'Ivoire de détruire les « armes lourdes » à la disposition du régime de Gbagbo Laurent.

plus, partant du contexte social qui a favorisé l'édification du monument et qui sert également de cadre d'évolution de la compétition politique autour de lui, le monument est perçu comme un investissement identitaire propre à ses promoteurs. Il aurait entre autres divers fonctions traduisant les finalités politiques telles que la résistance, la légitimation du pouvoir en place, le renforcement de sa position de parti au pouvoir ou de parti dominant dans la ville.

Par la théorie de l'investissement, le « monument des martyrs », parmi tant d'autres monuments construits sous le régime de Gbagbo Laurent aurait eu un prestige particulier. Au-delà donc d'être un outil d'embellissement, il jouerait un rôle stratégique dans la ville. Les aspects de la théorie mobilisés permettront d'en faire une analyse allant dans le sens des efforts mener par le régime de Gbagbo Laurent en vue d'apaiser la situation conflictuelle qui prévalait à l'époque au sein de la ville. La rentabilité attendue n'est surtout pas mesurée en termes financiers, mais en termes structurels et idéologiques : consolider une action de solidarité autour du parti au pouvoir. La théorie contribue de ce fait à dévoiler les réponses apportées par le régime de Gbagbo Laurent.

1.2. Méthodologie

L'article repose sur une enquête de terrain menée au cours de l'année académique 2014-2015 (Konan, 2015) . Les principales techniques de collecte de données sont l'observation directe, les entretiens semi-dirigés et la documentation (Arborio, 2007). L'observation directe par exemple est à l'origine de la présente étude. Elle est justifiée par l'intérêt porté au retrait d'une catégorie de monuments dans la ville d'Abidjan, surtout après la chute de Gbagbo Laurent du pouvoir en 2010 (Houédin et N'guessan (à paraître)). L'abandon des ruines du monument, en dépit des projets de rénovation urbaine ont alors motivé la recherche d'informations détaillées cette pratique. Les archives de presses écrites¹³, les publications scientifiques se rapportant aux dimensions empiriques de cette étude ont permis de reconstituer la chronologie des événements qui ont conduit à la mise en valeur du monument dans la ville.

Les entretiens semi-dirigés ont été réalisés auprès des catégories sociales suivantes : agents de Mairie d'Adjamé (Commune d'Abidjan abritant le monument), agents du District d'Abidjan, des fonctionnaires des Ministères de la culture, de la construction et de l'urbanisme. Il y a aussi des membres de syndicats d'étudiants¹⁴ et des riverains communément appelées « titrologues »¹⁵. Enfin, l'étude a pris en compte certains leaders de la jeunesse, des conseillers et d'autres¹⁶ responsables de parti au siège du RDR ou du FPI. Le choix de ces derniers participants à l'étude a été privilégié au cours de l'étude. La principale raison est que, les militants de ces deux partis politiques s'affichent dans la ville comme opposants à l'existence du « monument des martyrs » pour les uns (RDR) et comme favorables pour les autres (FPI). Ces différentes catégories d'enquêtés ont été sélectionnées sur la base d'un prélèvement fait parfois selon le procédé accidentel, parfois encore, selon la technique de réseau.

¹³ Il s'agit des articles de la presse écrite dite « indépendante » et, celle proche du FPI ou du RDR. Ces articles de presse portent sur l'édification du monument, son inauguration et encore sa profanation.

¹⁴ Ces syndicats ont été pris en compte dans l'étude pour leurs probables liens avec les partis politiques en compétition. Lire à ce niveau Ibrahim (2017, p 383). Ils sont donc intégrés comme participants à l'étude à partir de l'idée selon laquelle ils ont la compétence de renseigner sur les pratiques politiques ou culturelles autour dudit monument

¹⁵ Selon Sandlar (2005, P. 229), les « « titrologues » sont des foules urbaines ivoiriennes qui, chaque matin, s'attroupent devant les kiosques à journaux et s'informent en parcourant les différentes unes. Les « titrologues » alimentent régulièrement un vaste réseau national de la rumeur par des informations qu'ils tirent des seules unes et qu'ils propagent comme des faits établis, des vérités. Commentaires et interprétations font le reste »

¹⁶ Ces leaders d'opinion auraient refusé de dire le statut réel qu'ils occupent au sein du parti aux enquêteurs.

Les échanges ont essentiellement porté sur i) l'histoire de l'édification du monument, ii) la façon dont ces partis se représentent le monument avant et après sa destruction, iii) la façon dont ils justifient son édification, son état actuel de ruines, les enjeux autour de son état initial ou encore de son état de ruine mais également sur les statuts et les positions qui se jouent autour de ces états. La sélection des participants à l'étude a été essentiellement construite en fonction des différents objectifs spécifiques assignés à cette recherche et justifiée par les méthodes et techniques appropriées de l'approche qualitative (Pires, 1997 ; Chapoulie, 2000). Au total, un échantillon de 25 interviewés a été retenu et validé sur la base de la saturation des données (Pires, 1997). L'analyse de contenu¹⁷ (Mucchielli, 2006) a été appliquée aux informations collectées et retranscrites. Ce qui a permis d'aboutir aux résultats présentés dans ce travail.

2. Résultats

Les résultats de l'enquête permettent de souligner que les promoteurs du « monument des martyrs » sont les partisans de Gbagbo Laurent. A partir de ce monument, ils tentent de valoriser au sein de la ville, une identité urbaine à caractère national. Les propriétés de celle-ci se déclinent sous plusieurs aspects dont les plus manifestes sont exposées dans les deux chapitres ci-dessous.

2.1- Le « monument des martyrs » comme source de reconnaissance urbaine

Cette première partie des résultats de l'étude est décomposée en trois parties. On y trouve d'abord une approche de définition du concept de martyr. Approche qui permet d'ailleurs de comprendre les raisons de l'édification du monument dans la ville. Ensuite, il s'y trouve renseigné les stratégies de légitimation du monument dans les politiques urbaines de cette époque. Enfin, ce chapitre permet d'examiner la manière dont le monument, en tant qu'investissement, contribue à modeler les formes de participation à la vie urbaine, contribue à renforcer ou non les appartenances identitaires suscitées en son sein

2.1.1-De la mobilisation du concept de martyr dans la ville d'Abidjan : définition contextuelle et approches théoriques

Dans une perspective socio- anthropologique, Albert (2007 : 4) précise que le martyr est une forme de sécularisation de héros national, de victimes emblématiques d'une cause qualifiée de juste. Chez Bouzama et Campana (2015), la désignation de martyr se veut relative et contextuelle. Ces auteurs affirment d'ailleurs que l'identité de martyr se construit ou se déconstruit en fonction de contextes spécifiques. Elle se transforme aussi sous l'influence des positions sociales qui la déterminent ou dans lesquelles elle est promue. Pour ces derniers, la figure du martyr peut être révélée dans une multiplicité d'aspects. Elle s'y imbrique, se façonne au travers d'eux. Inversement, ils renforcent sa valeur tout en la faisant évoluer.

Dans le contexte ivoirien, le concept de martyr a été essentiellement mobilisé par les deux familles politiques suivantes : le FPI et le RDR. Elles auraient fait usage de ce concept pour désigner pour désigner chacune, leurs militants victimes de la crise militaro-politique (2000 à 2010). Considérées comme des « héros nationaux » ou encore des modèles de militants, ces victimes ont été inscrites à ce rang du fait de leur engagement « absolu » à défendre les valeurs de nationalisme ou de patriotisme . Leur participation à la vie des partis respectifs serait à ce titre, le témoignage de l'appropriation des

¹⁷ L'accent a été mis sur l'analyse thématique en ce qui concerne le corpus issu des entretiens de terrain et l'analyse propositionnelle du discours tiré des extraits d'articles de la presse écrite .

idéaux que celles-ci défendent. L'image dominante de ces derniers qui ressort des informations collectées permet essentiellement de souligner que, cette participation à la vie politique du parti et/ou du pays est valorisée par le risque plus ou moins mortel de ce choix (Albert, 2007). Rejoignant cette façon d'appréhender le martyr, le Président Gbagbo Laurent propose une définition de ceux célébrés au travers du « monument des martyrs » en ces termes :

« Ils sont tombés en combattant les mains nues sans haine... Dans les circonstances même de leur mort, ils ont indiqué le genre de vie qu'ils souhaitent pour l'humanité et pour les Ivoiriens. Ils ont fait de la démocratie une raison de mourir, c'est-à-dire une raison de vivre : offrir sa vie pour son pays, pour un idéal, pour un avenir meilleur ». (Extrait de discours recueilli par Sivori, 2000 : 2).

« ... les vrais héros de notre histoire sont donc couchés, tombés morts. Les autres sont meurtris dans leur chair... » (Extrait du discours recueilli dans *Fraternité Matin*, 10 novembre 2000 : 4)

Outre ces traits dominants de la définition du martyr, dans cette étude, ce concept renvoie à une construction sociale de la valeur des victimes de la crise militaro-politique. Il permet aux leaders politiques qui en font usage d'associer de l'honneur, des significations valorisantes à l'image desdites victimes. Son usage dans la ville d'Abidjan cacherait un système de légitimation et de tentatives de délégitimation identitaire. Ainsi, il rappelle la façon dont au plan politique, l'appropriation de l'espace urbain, les résistances à de nouvelles expressions spatiales favorisent la compréhension du conflit entre les partisans de Gbagbo Laurent et ceux d'Alassane Ouattara. C'est dans cette optique qu'il serait devenu un instrument stratégique aussi bien dans l'aménagement de l'espace urbain que dans les compétitions politiques locales.

En demeurant au centre de divergences de mémoire, le monument constitue ainsi l'opérateur à partir duquel les stratégies produites de part et d'autre passent d'un système d'actions non concrètes à un système d'actions concrètes. Sous un tel rapport, le monument devient ainsi l'outil par lequel les perspectives théoriques mettant en relief les travaux sur les monuments aux morts (Jagorel, 2014; Aubry et Matthieu de Oliveira, 2014), la littérature sociologique sur la mémoire (Halbwachs, 1925, Haegel et Lavabre, 2010) sont rappelés. Ces travaux sont essentiels car, en servant de contrepoint aux systèmes de relations relevées dans le corpus des informations, contribuent à préparer le cadre d'analyses développées dans le présent article.

2.1.2. La construction de la valeur historique et culturelle du « monument des martyrs »

A l'image de la ville de Grand Bassam¹⁸, doter Abidjan d'un monument en l'honneur de « martyrs » est perçu chez les « fidèles »¹⁹ de Gbagbo Laurent comme une valeur ajoutée au patrimoine culturel de la ville. Ainsi, tout comme à Grand Bassam où « le monument des femmes battantes » permet de rappeler la marche des femmes pour la libération de prisonniers politiques en 1949 (Diabaté, 1975), par l'édification d'un monument similaire sur l'espace abidjanais, il s'agit d'inscrire dans l'histoire politique de la ville, le symbole d'une lutte dite patriotique. Celle-ci est présentée comme le résultat d'une protestation ayant eu l'adhésion de tous les partis politiques. Expliquant cette situation, Gbagbo Laurent précise dans cette déclaration :

¹⁸ Ville historique voisine à Abidjan, Grand-Bassam fut la première capitale de la Côte d'Ivoire de 1893 à 1900.

¹⁹ Entre 2000 et 2010, la presse écrite proche du RDR désignait ainsi les militants et les sympathisants du FPI. Lire à ce propos Sanga (2003, P.2)

« (...) le peuple était déjà dans la rue, je n'ai fait qu'accompagner le mouvement. Et ceux qui étaient dans la rue, il n'y avait aucun parti, c'étaient tous les partis... » (Extrait du discours recueilli dans *Fraternité Matin*, 10 novembre 2000, p.4)

Même si des tendances à « catégoriser les morts, à opérer une distinction entre les morts » sont activées par ses détracteurs du RDR, pour les militants du FPI, ce monument reste la marque structurante de la présence des victimes des événements de 2000 (Gbagbo, 2000 ; Ekra, 2014). Alors, au-delà des différences entretenues sur le statut des victimes incarnées dans le monument, il y aurait des morts dépersonnalisées, c'est-à-dire n'ayant pas « de parti, de religion, de région » (Gbagbo Laurent, 2000 :4). S'inscrivant dans une telle perspective, surtout, sous la culture de l'embellissement de la ville, les militants du FPI ont ainsi brandi le « monument des martyrs » comme un bien commun avec des caractéristiques de portée nationale.

Pour eux, la légitimation de cette infrastructure culturelle renvoie à la promotion d'un outil du développement urbain. C'est aussi un investissement identitaire par lequel l'image de la ville est rehaussée en matière de monuments sculptés. Il en est de même pour les impératifs de symbole identificatoire commun et de liens sociaux supposés valorisant qui les accompagnent (Basilico, 2005 ; Guérin, 2008). Cette façon de marquer la culture de la ville par ce type de monument est mise en évidence par cet interviewé :

« le monument rappelait l'histoire de la ville, en prenant appui sur les événements qui y sont passés (...). Cela montre aussi la culture de la ville et quelque part aussi l'histoire de la Côte d'Ivoire pour les générations futures (...). Chaque régime marque sa trace par une couche de monuments. Sous Houphouët, il y a eu des monuments, sous Bédié également. Sous Le Président Gbagbo, un autre type de monuments a émergé sur la base des événements qui se sont déroulés. Chaque génération marque son temps par une succession de couches de monuments qui rappelle notre histoire. Il faut les conserver au lieu de les perdre. (Entretien avec Z conseiller au FPI)

Sur la base de la renommée acquise par le « monument des femmes battantes » dans la ville de Grand Bassam, le « monument des martyrs » est devenu la ressource leur permettant de renforcer l'image historique de la « grande » ville qu'est Abidjan. Ensemble, ces deux monuments rappellent que ces villes sont des lieux de mémoire. Et si la première a pu parvenir au statut d'ancienne capitale coloniale patrimonialisée (Gueneguez, 2015), c'est par cette quête d'une identité compétitive au travers du « monument des martyrs » que la seconde peut aussi parvenir à un tel statut.

Motivée donc par le besoin de légitimer le « monument des martyrs » dans le patrimoine abidjanais, la décision du Président Gbagbo Laurent de l'édifier a été transformée en une règle organisationnelle. Par-delà ce fait, l'idée qu'il incarnerait le symbole d'une résistance sociale et le refus de voir la compétition politique s'enraciner dans un modèle de violence urbaine²⁰ ont permis de reconstruire la perception que l'on a de lui au plan culturel. En d'autres termes, il a été brandi par les partisans de Gbagbo Laurent comme un investissement dont la présence serait le symbole de la non-violence que prônerait leur parti. Donc, dans le champ culturel, sa présence stratégique dans le développement urbain est perçue par ses militants comme une expression du marquage de leur identité dans la ville. Ils en useraient d'ailleurs pour susciter l'attraction du FPI,

²⁰ Si l'on se réfère à Touré et Kouamé (1994, p.75), dans le champ politique de la ville d'Abidjan, cette violence est en rapport avec plusieurs façons de faire. Selon ces auteurs, il ya le fait qu'au sein des institutions urbaines, des acteurs « dominés » cherchent à atténuer la violence institutionnelle. Ensuite, dans la relation aux instances politiques (parti, Etat), le parti au pouvoir cherche à maintenir l'ordre établi, à le faire respecter. Il s'agit pour lui précisent-ils, de préserver à tout prix les mécanismes essentiels du régime politique.

conquérir l'électorat de l'espace abidjanais en captant son intérêt de par son statut de parti incarnant les valeurs nationales. Enfin, pour eux, le monument reste une ressource singulière dont dispose le parti pour matérialiser ses traces en matière de production de mémoire dans la ville (Nicolas et Zanetti, 2014)

2.1.3. Le « monument des martyrs » comme symbole de lutte politique et marque de citoyenneté urbaine

En tant que référence en monuments sculptés dans la ville d'Abidjan, le « monument des martyrs » a donc été investi comme un marqueur de sens. Par cette propriété, les « fidèles » de Gbagbo Laurent lui confèrent une signification dont les principes ne sont ni enfermés dans l'ethnie, ni dans la région, ni encore les positions partisans dans le champ politique. Ils justifient ainsi sa présence par le fait qu'il n'a pas été édifié pour servir les intérêts d'un quelconque parti ou groupe ethnique de la scène politique, mais plutôt pour doter la ville d'un instrument touristique qui renforce son identité. Pour ce faire, depuis son inauguration en 2002, chez les militants du FPI, ce qui est privilégié dans sa promotion, c'est sa prise en compte dans un type-idéal d'embellissement dans la ville où, l'on peut retracer l'histoire de la lutte historique qui a porté le leader de leur parti au pouvoir. Cette expérience est relatée par cet enquêté qui cite:

« Le monument était un instrument touristique en rapport avec la ville. Comme beaucoup qui avaient été construits dans les quartiers, par exemple à Adjamé, il y avait le monument Niangui Ambrogoua. Cela donne à la ville un repère. Le régime du Président Gbagbo voulait donner à chaque commune de la ville et à la ville elle-même un repère, un symbole. » (Extrait d'entretien avec Y, membre de la jeunesse du FPI)

Il ressort aussi des résultats de l'enquête que le monument serait dédié « à la vie et non à la mort ». Ce qui pourrait être compris comme un appel à l'espérance dans les droits de la personne (Gneproust, 2002, P. 2). Outre le fait que sa présence sur l'espace urbain abidjanais reste un signe distinctif de l'identité du FPI, il reste aussi une infrastructure par laquelle au cours de la période de crise, « les patriotes »²¹ proclament leur citoyenneté dans la ville (Konaté, 2003 ; Banegas, 2007, 2010). En revanche, à l'instar de sa présentation comme un élément fondateur de la reproduction de l'identité de la ville d'Abidjan, ils l'assimilent singulièrement en un opérateur par lequel ils valorisent l'identité de leur parti. Alors, tout en revendiquant la domination de cet espace, le monument joue le rôle d'indicateur de cette domination. Il est même le référent de cette domination légitimée au travers de leur participation à la vie de la ville et/ou de la nation. Ce qui est renseigné dans le verbatim suivant :

« Le monument rappelle un moment de l'histoire des jeunes combattants du FPI dans l'histoire de la Côte d'Ivoire ... C'était vraiment un repère des jeunes militants du FPI en ce sens que beaucoup de ces jeunes sont tombés en réclamant la victoire de leur candidat Gbagbo Laurent. Il leur rappelait un temps fort pour leur parti. Il est aussi la marque de la jeunesse qui est sortie braver les tirs de l'armée française (...). Les autorités avaient déposé aussi une gerbe de fleurs devant ce monument en l'honneur de ces victimes...» (Extrait d'entretien avec G, titrologue à Adjamé)

²¹A l'époque de la crise, notamment entre 2000 et 2010, les sympathisants et militants du FPI, fidèles à Gbagbo Laurent parce que le reconnaissant comme le Président légitime au pouvoir, se définissaient ainsi afin de mettre en évidence leur attachement à la patrie, leur zèle à la défendre contre ceux qui veulent la déstabiliser. Pour Konaté (2003, P. 63) ils se définissent comme « un mouvement de résistance ouverte qui soutient le chef de l'État, la Constitution, bref la légalité républicaine que précisément les rebelles remettent en question par leurs revendications de résistance ouverte qui soutient le chef de l'État, la Constitution, bref la légalité républicaine que précisément les rebelles remettent en question par leurs revendications »

L'analyse de cet extrait d'entretien permet de faire ressortir plusieurs points de similitude entre la mobilisation des « jeunes » du FPI (en tant que groupes stratégiques) et leurs aspirations à s'identifier dans le monument. En effet, dans le travail identitaire mené autour du monument, sont particulièrement mentionnés la lutte des « jeunes » du parti et les liens incités entre les réseaux de résistance qu'ils ont mis en place. Les stratégies d'intervention de défense de leur parti, de la ville d'Abidjan et/ou du pays sont aussi prises en compte. La particularité de cette construction identitaire, c'est que l'identification de ces « jeunes » dans le monument est valorisée à travers leur participation aux événements politiques (notamment par les marches de contestations) de la ville. De tels événements, associés à la gouvernance urbaine de l'époque servent alors de vecteur directeur permettant d'ajuster l'identité de martyrs à celle de la ville. Au-delà ce fait, la confusion entre la défense du parti, de la ville et de l'Etat leur sert de ressource pour revendiquer la reconnaissance des « jeunes » en question aux plans urbain et institutionnel (Gravari-Barbas et Jacquot, 2007). Cette manière de construire l'identité de la ville d'Abidjan par la mobilisation des événements politiques qui s'y sont produits est valorisée par cet interviewé dans ces propos :

« (...) il s'agissait de refaire l'histoire de la ville, lui donner une nouvelle identité en prenant appui sur les événements de la crise politique comme symboles... Alors pourquoi certains hommes refusent qu'on retrace cette histoire de la ville de cette manière-là ? Cela montre aussi la culture de la ville ! Alors, pourquoi préférer des jets d'eau à la place de ce monument qui retrace en partie une histoire de la ville ? »
(Extrait d'entretien avec Y, membre de la jeunesse du FPI)

Aussi, par le transfert de sens, l'identité des « jeunes combattants » est-elle brandie comme le support de diffusion des valeurs collectives qu'incarnent la lutte de résistance menée par le régime de Gbagbo Laurent . Dans la dynamique de ce marquage identitaire, ces acteurs sont plutôt devenus un capital symbolique reconnu et valorisé au plan national . Ils servent d'appui au dit régime pour diluer l'histoire de la participation à la vie de leur parti à celle des expressions de citoyenneté produites dans la ville. En combinant ces trois histoires, les militants du FPI ont tenté de se réapproprier la mémoire cette entité urbaine qu'est la ville d'Abidjan . Ce qui serait même renforcé par les décisions informelles prises au niveau de l'Etat et qui concourent à valoriser l'engagement de ces « jeunes » à la défense de la ville . Le plus important, c'est d'arriver à consolider l'identité de cette dernière ; identité où se mêlent divers éléments stratégiques tels que les revendications d'autonomie vis-à-vis de l'ex- colonisateur, la reconnaissance de la légitimité du régime au pouvoir. Il procédait ainsi pour l'uniformisation de son identité à travers les formes de recompositions spatiales, les fabriques de cohésion et de solidarités urbaines (Ginet 2014).

Au niveau identitaire, les processus de différenciation par l'identité des « jeunes » du FPI ont permis de déboucher sur des formes de reconnaissance associées à la présence du monument dans la ville. Ils ont aussi permis de créer son lien avec les revendications collectives en son sein. Par les processus en question, les valeurs politiques produites par le FPI et ses tentatives de légitimation d'une identité nationale ont été mises en relief dans la résistance sociale. En somme, sur la base des expériences liées à la participation aux événements politiques de la ville, l'identification de ces « jeunes » dans le monument se consolide à travers les actions collectives. Sous ce rapport, l'honneur rendu aux « jeunes combattants » du FPI fonctionne également comme étant contre l'exclusion des « jeunes » des partis qui ne s'identifient pas dans le monument. Un tel hommage, au risque de produire des types de stigmatisation et de mépris, passe par l'effacement de l'identité des « jeunes combattants » susmentionnés. L'objectif visé est de

maintenir une image valorisante de ces « martyrs de la nation », contrairement à ceux réclamés par l'adversaire politique qu'est le RDR. Cette manière de produire l'identité urbaine en mobilisant les stratégies de résistance, de participation des « jeunes » du FPI ou du pays autour du monument sont les traits caractéristiques par lesquels l'identité politique de la ville se reconstruit.

2.2. De la reconnaissance urbaine du monument à la légitimation de pouvoir

Cette deuxième partie de résultats de l'étude se décompose également en trois parties. Elle permet de comprendre l'influence du monument dans la ville et les types de légitimation de pouvoir suscités à partir de ce support identitaire.

2.2.1. Le sens politique de la présence du « monument des martyrs » dans la ville d'Abidjan

Au plan politique, les données de l'enquête permettent de souligner que les identités construites autour du monument sont surtout des identités engagées. Ces dernières contribuent à dénoncer la violence politique vécue dans la ville voire sur tout le territoire national. En prenant pour support le contexte de son édification, pour les militants du FPI, la symbolique du monument ne se limite pas seulement à la condamnation de la crise « fratricide » qui l'a fait naître. Sa présence est bien plus qu'un impératif pour les quêtes de réconciliation et les volontés de reconsolidation de la cohésion urbaine. Selon eux, le monument, en tant que ressource symbolique, est un moyen pour rompre avec les formes évolutives de la violence politique en Côte d'Ivoire (Vidal, 2008). C'est ce point de vue que confirme d'ailleurs Gbato (2002, P.2) lorsqu'il relate ces propos de Séri Bailly²²:

« Le monument de la place des martyrs est une parole que notre peuple s'adresse à lui-même pour dire non à la violence politique. Afin qu'instruits des expériences du passé, les Ivoiriens agissent de sorte que, plus jamais, ce qui s'est passé en octobre 2000 ne se répète en Côte d'Ivoire »

Le monument, au-delà d'être un outil pour la consolidation de leur identité politique est aussi mobilisé pour se défendre contre les pratiques non constructives des partis rivaux (Vanderlick et Batungwanayo, 2012). Il s'agit notamment des controverses, les récits non officiels, les préjugés et stéréotypes favorables à son retrait de l'espace urbain abidjanais. En effet, motivés par le devoir de mémoire comme référent idéologique de célébration desdites victimes, pour les militants du FPI, la promotion du monument devient l'appareil productif par lequel ils témoignent d'une part leur attachement au nationalisme. Prenant appui sur la même idéologie, ils mobilisent une telle célébration d'autre part pour rendre légitime leurs récits contre les expressions de violences politiques dans la ville ou dans le pays.

En procédant à l'examen du discours ci-dessus, les données de l'enquête révèlent également que la commémoration du monument a été perçue par les militants du RDR comme une ressource mobilisée par les militants du FPI pour mettre en exergue la domination de leurs adversaires politiques. Par une telle croyance, il a contribué à mettre en place des mécanismes de solidarité allant dans le sens de la défense de la ville ou du pays « attaqué ». En d'autres termes, au plan politique, les objectifs visés par les productions identitaires autour du monument débouchent surtout sur les enjeux

²² Acteur de premier rang du FPI, Séri Bailly était le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la recherche Scientifique à l'époque de la cérémonie d'inauguration du monument. Il avait eu la charge de présenter au nom du gouvernement les significations susceptibles d'être dégagées de la symbolique du monument.

de pouvoirs (Nossent, 2014). En procédant par l'ancrage de leurs stratégies de gouvernance dans la ville d'Abidjan, ces enjeux de pouvoirs ont donc contribué à renforcer la légitimité de l'État. Ils ont de ce pas permis à la fois de nuancer l'idée de la vulnérabilité du régime de Gbagbo Laurent et de reconstruire la confiance en la lutte collective que mènerait cet acteur et les sympathisants du parti dont il est issu. C'est surtout par la pérennisation desdits enjeux autour du monument que, par l'appui de ce leader politique, les militants du FPI ont pu faire preuve de l'autonomie de leur parti au cours de la période de crise (2002-2010). Ils en usent également pour faire montre de leurs compétences à s'adapter aux transformations politiques structurantes (création de coalition politique par exemple) à l'œuvre dans le pays.

2.2.2 Le « monument des martyrs » et le rapport aux institutions urbaines et/ou nationales

L'étude permet de démontrer qu'Abidjan a en commun avec la ville de Grand Bassam, l'expérience des luttes patriotiques menées contre les faits d'impérialisme et de néocolonialisme français en Côte d'Ivoire (Banegas, 2006). A partir donc de deux conjonctures sociales avec plus ou moins des traditions politiques similaires, des monuments comme symboles identificatoires ont été édifiés. Erigés en institutions, ils permettent d'inscrire l'histoire de ces luttes dans la mémoire de la ville ou du pays. Même si elles sont produites dans des contextes politiques plus ou moins différents (colonisation et multipartisme postindépendance), la manifestation de l'une ou l'autre de ces expériences témoigne d'une lutte de reconnaissance et de légitimation d'un pouvoir. En ce qui concerne le « monument des martyrs », allusion est faite à la deuxième République. C'est à juste titre que le Président Gbagbo Laurent (2000) scande :

« (...) la deuxième République naît dans la grande douleur. Une naissance qui rappelle la naissance de la première République. Souvenons-nous des morts de Dimbokro, (...) de Grand Bassam (...) Hier le peuple épris de liberté affrontait la violence coloniale, les victimes étaient de toutes les régions, étaient de différentes confessions mais unies contre un système qu'ils reprouvaient... Aujourd'hui c'est dans un affrontement fratricide que le peuple de Côte d'Ivoire a payé le prix... » (Extrait de discours dans *Fraternité Matin* du 10 novembre 2000, P.4)

Cet extrait de discours révèle surtout que l'édification du monument se justifie par les revendications d'autonomie, de rupture d'avec les pratiques d'injustice qu'aurait orchestrée l'ex-colonisateur : la France. Matérialiser par des types de mobilisation collective, ces mobiles sont les non-dits à travers lesquels par la symbolique du monument, les rapports de force sont construits en faveur de Gbagbo Laurent. Dans le conflit qui l'oppose donc à ces adversaires politiques, si ses sympathisants sont assimilés au « peuple », c'est en vue de donner forme à la cohésion autour de sa victoire électorale, cela, sous les aspects de solidarité, de justice et de protection sociale. Transformés en valeurs morales, ce sont plutôt ces aspects qui sont généralement reconstruits comme les attentes vis-à-vis de sa gestion du pouvoir. Elles deviennent ainsi la ressource par laquelle les militants du FPI valorisent son statut de chef d'Etat.

Au plan institutionnel, dans l'application des normes de gestion de la ville, « le monument des martyrs » représente un objet de conquête sociale. Son édification et sa promotion sont présentées comme émanant de la volonté du « peuple » ivoirien et non celle d'un parti politique. Il est même assimilé à un attribut du pouvoir valorisé sous les principes d'égalité, de protection, de solidarité et de justice sociale. Une telle innovation, laisse surtout entrevoir que le monument s'inscrit au centre des processus de la gouvernance de la ville. C'est en substituant à la fois, les principes de valorisation de

l'identité de leur parti à celle de la ville et des institutions à charge de la promotion du monument que, la ville d'Abidjan, comparée aux villes historiques du pays se distingue par les propriétés de la résistance. Elle a aussi acquis la renommée d'un espace de renforcement de l'autonomie de la nation. La présence du monument est donc mise en valeur comme une pratique productive. Par elle, le processus de dépendance de l'espace abidjanais se construit dans l'évolution de ses expressions spatiales en rapport avec l'Etat. Aussi, de nouveaux types de liens « forts » sont-ils encouragés dans le sens de la reconnaissance d'une identité nationale valorisante. Bien plus, la gouvernance de la ville, dans son rapport au monument, ne permet que de produire des positions et des politiques qui sont spécifiquement celles du parti au pouvoir.

Outre cet aspect, au plan institutionnel également, l'effort consenti par les victimes, ces nouveaux « héros » de la nation et les événements desquels découle l'édification du monument sont mobilisés pour renforcer l'identité de la ville (Osborne, 2001). En ne faisant pas passer ces éléments sous silence, ils sont de fait légitimés dans sa mémoire où ils sont même en partie considérés comme des référents de la nation. Ce qui permet aux sympathisants du FPI d'innover en matière d'influence de leur parti. Les ressources idéologiques de cette innovation restent essentiellement les croyances en la lutte contre l'exclusion sociale. Il y a aussi l'idée selon laquelle au travers des institutions urbaines, le monument doit être représentatif par sa perception à l'antipode des discours de discriminations sociales. Dans la consolidation de la cohésion urbaine au cours de cette période de crise, il serait la réponse contre les plaintes de marginalisation et le moyen pour atténuer les idées de violences (réelles ou supposées) véhiculées par les adversaires politiques.

Ces pratiques, au lieu de contribuer à reconstruire les militants du RDR en victimes, les dissuadent au contraire. Leur usage à des fins opérationnelles se fait aussi bien à travers la manipulation stratégique de normes institutionnelles que morales. Et, cela, afin de faire face à l'idée de ségrégation²³ défendue par lesdits adversaires politiques. L'enjeu est de rendre une cette idée impopulaire, sans valeur à l'échelle nationale. Qu'il s'agisse alors de normes institutionnelles ou morales, la confusion entre ces deux normes se veut, un atout majeur dans la gouvernance autour du monument. Par elle, le pouvoir de Gbagbo Laurent a donc réussi à donner sens et valeur au principe selon lequel, le « monument des martyrs » ne doit, sous aucun prétexte, être la preuve consécutive d'un marqueur dévalorisant. Principe d'ailleurs en contraste avec les mobilisations ethniques partisans investies dans la concurrence politique de cette époque.

2.2.3. La présence du « monument des martyrs » dans le renouvellement urbain

Du corpus de données recueillies, il ressort de même qu'au plan politique, le choix du site sur lequel le monument a été construit reste un facteur clé dans l'aménagement de l'espace urbain. En effet, dépassant la seule volonté d'honorer lesdits martyrs, « la place des martyrs » est voulue comme la réponse à une approche stratégique de la façon dont les sites de la ville sont appropriés et ses formes spatiales se construisent. Essentiellement aménagé pour produire un symbole de solidarité et de cohésion urbaine chez les militants du FPI, le site qui abrite le monument est ainsi perçu comme un espace permettant de recréer des liens valorisants. Cette perception s'apprécie sous trois angles : idéologique, symbolique et structurel.

Au plan idéologique, la présence du monument sur un site découvert vise à déconstruire une image dévalorisante de la ville diffusée dans les media internationaux .

²³ Allusion est faite aux persécutions, menaces, actes de barbaries dont les militants de ce parti auraient été l'objet

Cette image est donc renforcée par le discours selon lequel la ville d'Abidjan serait au bord de l'implosion (Roubaud, 2003). Il s'agit, dans cet ordre d'idées, d'associer l'identité de la ville d'Abidjan à une dimension humanisant. Ce qui dénote des propriétés idéologiques véhiculées au travers du monument. Ce sont entre autres, les idées de triomphe de la liberté, de réconciliation nationale et de rupture avec la violence politique. Il en est de même pour les croyances selon lesquelles la ville serait devenue un espace de production de valeurs « fortes » en faveur des droits humains, de la célébration de la démocratie et d'activation d'un nationalisme singulier dans la sous-région.

Au plan symbolique, la position géographique du monument ne se veut pas anodine. Afin de renforcer sa marque de notoriété dans l'aménagement de la ville d'Abidjan, le régime Gbagbo Laurent, à travers le Ministère de la construction et de l'urbanisme de l'époque, l'a « implanté à un endroit symbolique : entre un quartier chic, Cocody, et un quartier populaire, Adjamé » (Opeli, 2002, P.2). Prenant appui sur ce constat, il ne serait pas faux de soutenir que pour ces acteurs politiques, le site qui abrite le «monument des martyrs », tel qu'il a été aménagé, est voulu comme étant en phase avec la recherche de la cohésion urbaine. Les traits majeurs de ce type d'aménagement se révèlent d'une part dans l'effacement des frontières spatiales et identitaires au sein de la ville. Le but recherché est d'y consolider une identité collective valorisante. Cette dernière devrait surtout conférer au monument les valeurs d'intégration, d'unité et de solidarité nationale. En revanche, tout comme les victimes honorées n'ont « pas de parti, de religion, de région » (Gbagbo, 2000), le choix du site sur lequel le monument est édifié serait fait avec neutralité.

Au plan structurel, il convient de dire que pour Gbagbo Laurent et ses partisans, le monument ne doit pas être l'expression d'une barrière sociale. Il doit plutôt être brandi avec les caractéristiques de neutralité à la fois ethnique, politique et spatiale. Ainsi, promu sous les initiatives de la transformation urbaine voulue à cette époque, il est essentiellement révélé dans la ville comme une ressource de revendication de l'autonomie politique. A l'inverse donc des rapports avec l'ex colonisateur, sa présence dans la ville d'Abidjan justifie de la contrainte à renforcer l'image de celle-ci comme un bien commun. Pour ce faire, au niveau local, cette présence sur l'espace urbain en question doit idéologiquement contribuer à nuancer les inégalités entre les familles politiques, être le signe de l'effacement de leurs différences dans le renouvellement urbain. Il s'agit en tout, de valoriser au sein de la ville, la promotion d'un modèle urbain propre à l'identité du pays ; modèle qui permettrait de soumettre l'identité de la ville elle-même dans un espace de compétition régionale où dominant les marques d'identités nationales. Ce qui peut être appréhendé comme un succès politique du fait de la valorisation de l'histoire de la ville dans ses quêtes de reconnaissance internationale

En somme, au niveau urbain et/ou national, la présence du monument ne doit pas être un moyen de disqualification politique, de division culturelle et de marginalisation des types de participations ou d'appartenances à la ville. Il doit être au contraire un instrument d'intégration, de renforcement de liens urbains. Dans l'aménagement de la ville, sa position frontalière est alors vantée comme une innovation (Amilhat Szary, 2011). Elle vise surtout la consolidation d'une identité collective produite sur la base de ses propriétés symboliques citées plus haut. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les sympathisants du FPI l'affichent comme étant non seulement au-delà des frontières entre les familles politiques locales mais aussi, des limites géographiques des villes du pays. Pour eux, le monument représente une opportunité ou une ressource permettant de modifier

l'identité de la ville en la faisant plus ou moins évoluer vers la consolidation des attentes de l'unité nationale.

Par de telles stratégies, au cours de la période de crise (2002 à 2010), les propriétés symboliques du monument, en tant que marques porteuses de sens ont été conférées à la ville d'Abidjan . De même, des désignations telles que « ville martyre », « ville de résistance » ou encore, « ville d'innovation en matière de production d'identité collective » lui ont été associées .

Conclusion

En décomposant les pratiques relevées dans ce travail comme les parties constitutives de la légitimité politique sous le règne du Président Gbagbo Laurent, diverses illustrations ont été analysées. L'usage du monument y paraît pertinent pour décrire les processus allant dans le sens d'un investissement de gouvernance et de renforcement de cohésion sociale dans les situations conflictuelles . Du point de vue épistémique donc, ce travail présente trois intérêts majeurs.

Premièrement, inscrite dans la perspective de consolider une légitimité politique, la décision d'édification du monument a été saisie comme une norme d'action publique. Mobiliser les prescriptions autour du monument, faire de leurs usages une marque identitaire ont été à ce propos reconstruits comme une forme d'appropriation de l'identité de la ville. Sous ce rapport, il a été à la fois perçu le signe d'un espace de légitimation politique, cela, à travers les stratégies propre à groupe qui se veut dominant sur l'espace urbain : le FPI, parti au pouvoir. Mais, les zones d'incertitudes liées à cette tentative d'appropriation de l'identité de la ville, de légitimation de pouvoir vis-à-vis des concurrents politiques ont été de façon inverse mobilisées par ces derniers pour légitimer leur vulnérabilité. Deuxièmement, il ressort de cette étude qu'à partir des pratiques incitées autour du « monument des martyrs », celui-ci se révèle comme une ressource à la fois culturelle, politique et symbolique . Il sert de moyen pour la production de diverses expressions de citoyenneté, de promotion d'un idéal-type de gouvernance urbaine. Le monument demeure ainsi dans la ville, le témoignage d'une ressource valorisée autour de laquelle sont activées des formes de participation et d'appartenance à la ville, des luttes de pouvoir manifestes ou non, la formation d'identités collectives spécifiques . Sa présence consolide ainsi, une forme de domination sur l'espace urbain, en offre une nouvelle lecture de sa cohésion. Bien plus, sans mettre l'accent sur les frontières identitaires, cette présence renforce la question de visibilité de ses promoteurs dans la ville d'Abidjan et partant, de leur reconnaissance.

Troisièmement, cette étude permet de comprendre que l'identité de la ville peut être valorisée en l'associant à la diversité des événements qui s'y produisent. Sous ce rapport, l'évolution de la ville se dévoile à travers ses cadres d'expériences identitaires, le renouvellement de ses formes spatiales en rapport avec le contexte historique, les idéologies en cours et les investissements en matière d'infrastructures qui la cimentent. Le « monument des martyrs » comme un investissement identitaire dans la ville en est un exemple. Edifié à la mesure du nationalisme, il a été assimilé à un dispositif mis en place pour modifier la gouvernance de la ville. Au travers des différentes pratiques qui ont marqué la vie urbaine entre 2002 et 2010, sa présence a donc fait évoluer les identités assignées à la ville, les images conférées à ses sites découverts, surtout à travers les outils de marquage politique.

Sur la base des pratiques susmentionnées, le « monument des martyrs» a donc été le symbole de la résistance urbaine, un facteur d'intégration et de cohésion urbaine. En

tant qu'investissement de légitimation politique, son attractivité a été limitée. Il serait alors opportun de pousser la réflexion vers la définition de critères objectifs quant à la dotation de la ville d'Abidjan de patrimoine culturel tel que les monuments sculptés.

Références bibliographiques

ALBERT Jean-Pierre, 2007, « Martyre et mort volontaire en Europe. : Entre religion et politique », in *Bulletin of Death and Life Studies*, vol III, La mort et les au dela", 21st Century COE Program DALs, The University of Tokyo, pp.79-91. Consulté le 10 Décembre 2016 Disponible sur https://hal.inria.fr/docs/00/36/99/34/PDF/Martyre_et_mort_volontaire.pdf

AMILHAT SZARY Anne-Laure, 2011, « Identités collectives à la frontière », in *Civilisations* .60-1, Consulté le 16 juillet 2017. Disponible sur <http://civilisations.revues.org>

ARBORIO Anne-Marie, 2007, « L'observation directe en sociologie : quelques réflexions méthodologiques à propos de travaux de recherches sur le terrain hospitalier », in *Recherche en soins infirmiers* vol 3, n° 90, p 26-34. Disponible sur <http://www.cairn.info/revue-recherche-en-soins-infirmiers-2007-3-page-26.htm>

ASSOUMAN Bamba, 2015, « La réconciliation, un choix imposé », in *Penser la réconciliation pour panser la Côte d'Ivoire*, p 73-91. L'Harmattan

AUBRY Martine et MATTHIEU De Oliveira, 2014, « Une base de données sur les monuments aux morts : histoire concrète et valorisation numérique », in *Situ*, 25. Consulté le 30 septembre 2016. Disponible sur <http://insitu.revues.org/>

BANEGAS Richard, 2006, « Côte d'Ivoire : une guerre de la seconde indépendance ? Refonder la coopération française sur les brisées du legs colonial », in *FASOPO*, p 197-251. Consulté le 11 Octobre 2016 Disponible sur <http://www.fasopo.org/publication>

BANEGAS Richard, 2007, « Côte d'Ivoire : les jeunes « se lèvent en hommes ». Anticolonialisme et ultranationalisme chez les Jeunes patriotes d'Abidjan », in *Les études du C E R I*, n°137, p 1-52. Consulté le 11 Octobre 2016. Disponible sur <http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/etude137.pdf>.

BANEGAS Richard, 2010, « La politique du « gbonhi ». Mobilisations patriotiques, violence milicienne et carrières militantes en Côte-d'Ivoire », in *Genèses* /4, n° 81, p. 25-44. Consulté le 11 Octobre 2016. Disponible sur <https://www.cairn.info/revue-geneses-2010-4-page-25.htm>

BASILICO Sandrine , 2005, « Redéfinir le Patrimoine culturel à l'heure de la globalisation », in *Des cultures et des Hommes*. Clefs anthropologiques pour la mondialisation, L'harmattan, Collection Logiques sociales, pp.15. Disponible sur <https://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic>

BOUMAZA Magali et CAMPANA Aurélie, 2015, « Comment fabrique-t-on des martyrs? Enjeux théoriques et méthodologiques. Introduction », in *Signes*, Discours et Sociétés, La fabrique des martyrs. Consulté le 10 Décembre 2016. Disponible sur <http://www.revue-signes.info/document.php?id=4632>.

CHAPOULIE Jean-Michel, 2000, « Le travail de terrain, l'observation des actions et des interactions, et la sociologie », in *Sociétés contemporaines* n° 40,p 5-27. Disponible sur http://www.persee.fr/doc/socco_1150-1944_2000_num_40_1_1811.

- CHOAY Françoise, 1992, *L'Allégorie du patrimoine*. Paris : Seuil, 273 p
- DIABATE Henriette, 1975, *La Marche des femmes sur Grand-Bassam*. Abidjan; Dakar, Les Nouvelles Editions Africaines, 64p
- EKRA Franck, 2014, « Abidjan-Chantiers : topographie d'une scène panafricaine », in *Art Press*, n° 402, p 48-53. Consulté le 16 Juin 2016. Disponible sur <http://cecilefakhoury.com/wp-content/uploads/2014/10/Abidjan-chantiers.pdf>
- GAILLARD Yann, THUILLIER Guy, 1968, Qu'est-ce qu'un investissement ?, in *Revue économique*, volume 19, n°4. Pp. 607-637. Consulté le 10 Décembre 2016. Disponible en ligne sur https://www.persee.fr/doc/reco_0035-2764_1968_num_19_4_407827
- GBAGBO Laurent, 2000, « La mort n'a pas de parti, de religion, de région », in *Fraternité Matin*, n° 10000, du 10 novembre
- GBATO Guillaume, 2002, « Inauguration de la place des martyrs : les héros d'octobre 2000 élevés au panthéon de l'histoire », in *Notre Voie*, n° 1099 du 25 janvier
- GENSBURGER Sarah et LAVABRE Marie-Claire, 2012, « D'une « mémoire » européenne à l'europanisation de la « mémoire » », in *Politique européenne /2* (n° 37), p. 9-17. <http://www.cairn.info/revue-politique-europeenne-2012-2-page-9.htm>
- GINET Pierre et WIESZTORT Laurène, 2013, « La place de la mémoire dans les aménagements territoriaux, un enjeu géopolitique », in *Revue Géographique de l'Est*, vol. 53 / 3-4 | Consulté le 02 Octobre 2016. Disponible sur <http://rge.revues.org/5059>
- GNEPROUST Marcelline, 2002, « Inauguration du mémorial des martyrs : un appel à la réconciliation », in *Fraternité Matin*, n° 11168 du 25 janvier
- GRAVARI-BARBAS Maria et JACQUOT Sébastien, 2007, « L'événement, outil de légitimation de projets urbains : l'instrumentalisation des espaces et des temporalités événementiels à Lille et Gênes », in *Géocarrefour*, Vol. 82/3. Consulté le 10 juillet 2017. Disponible sur <http://geocarrefour.revues.org>
- GUENNEGUEZ Affoh, 2015, *Le processus d'appropriation symbolique d'une ancienne capitale coloniale patrimonialisée : cas de la « ville historique de Grand-Bassam » en Côte d'Ivoire*. Mémoire de Recherche en Etudes Africaines, Disponible sur <https://openaccess.leidenuniv.nl/bitstream/handle/1887/35171/Mon%20memoire.pdf?sequence=1>
- GUERIN Marie-Anne, 2008, « Le patrimoine culturel, instrument de la stratégie de légitimation de l'Union européenne. L'exemple des programmes Interreg » , in *Politique européenne /2* (n° 25), p. 231-251. Disponible sur <http://www.cairn.info/revue-politique-europeenne-2008-2-page-231.htm>
- HALBWACHS Maurice, 1994, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel
- HAEGEL Florence et LAVABRE Marie-Claire, 2010, « Destins ordinaires. Identité singulière et mémoire partagée », in *Presses de Sciences Po*. Disponible sur <https://temporalites.revues.org/1277>
- HOUEDIN Barnabé et N'Guessan Daniel, (à paraître), *Les monuments sculptés de la ville d'Abidjan : de l'embellissement urbain à la lutte politique (2002-2013)*.

IBRAHIMA Diarassouba , 2017, « Violence syndicale estudiantine dans les universités publiques de Côte d'Ivoire : perceptions et enjeux », in *European Scientific Journal*, Vol.13, No.7. Disponible sur <http://eujournal.org/index.php/esj/article/download/8981/8546>

JAGOREL Quentin, 2014, *Les monuments aux morts, puissant outil mémoriel après la Grande Guerre*. Disponible sur http://www.lemonde.fr/idees/article/2014/09/22/les-monuments-aux-morts-puissant-outil-memoriel-apres-la-grande-guerre_4492159_3232.html#5c73siTbSosiVqX4.99

KONAN Dilho, 2015, *Rénovation urbaine et destruction des monuments d'arts dans la ville d'Abidjan : cas du « monument des martyrs » » à Adjamé et de la statue de la liberté à Yopougon*. Mémoire de Master 1, pp1-61. Institut d'Ethnosociologie, 2015, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan

KONATE Yacouba, 2003, « Les enfants de la balle. De la Fesci aux mouvements de patriote », in *Politique africaine*, N°89. pp49-70.

KOULIBALY Mamadou, 2003, *La guerre de la France contre la Côte d'Ivoire*. L'Harmattan, Paris

LIA Jean-Sylvestre, 2001, « Les boulevards de l'université et des martyrs ouverts à la circulation », in *Notre Voie*, n° 10767 des samedi 29 et dimanche 30 décembre

MUCCHIELLI Roger, 2006, *L'analyse de contenu des documents et des communications*. Issy-Les Moulineaux : ESF (9ème édition).

NICOLAS Amélie et ZANETTI Thomas, 2014, « Usages de la mémoire dans les projets de renouvellement urbain. Le cas des espaces hérités de l'industrie française », in *Articulo - Journal of Urban Research*, Consulté le 11 Juillet 2017. Disponible sur <http://articulo.revues.org/2464>

NOSSANT Jérôme, 2014, *Les commémorations de la Première Guerre mondiale en tant qu'enjeu de pouvoir : étude du plan d'action « Commémorer 14-18*. Mémoire présenté en vue de l'obtention du Master en sciences politiques, administration publique. Université de Liège. Consulté le 15 janvier 2017. Disponible sur <http://hdl.handle.net/2268/182520>

OPELI Dan ,2002, « La symbolique de la liberté et de la paix », in *Notre Voie*, n° 1099, du 25 Janvier

OSBORNE Brian, 2001, *Paysages, mémoire, monuments et commémoration : L'identité à sa place*. Disponible sur http://canada.metropolis.net/events/ethnocultural/publications/putinden_f.pdf

PEPE Michèle, 2000, « Hommage aux martyrs de la démocratie », in *Fraternité Matin*, n° 10000, du 10 novembre

PIRES Alvaro, 1997, « Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique », in *J. Poupart, J.-P. Deslauriers, L.- H. Groulx, A. Laperrière, P. Mayer & A.P. Pirès, La recherche qualitative : Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, pp.113- 172. Boucherville : G. Morin. Disponible sur http://classiques.uqac.ca/contemporains/pires_alvaro/echantillonnage_recherche_qualitative/echantillon.

PREMAT Christophe, 2010, « L'inscription politique des récits mémoriels en France : Lecture de Gouverner les mémoires. Les politiques mémorielles en France de Johann

Michel », in *Sens Public*, Revue internationale International Web Journal. www.sens-public.org

ROUBAUD François, 2003, « La crise vue d'en bas à Abidjan : ethnicité, gouvernance et démocratie », in *Afrique contemporaine* vol 2 n° 206, p. 57-86. Disponible sur <http://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2003-2-page-57.htm>

SANDLAR Christophe, 2005, « Les « titrologues » de l'ivoirité », in *Outre-Terre* /2 (no 11), p. 229-240. Disponible sur <http://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2005-2-page-229.htm>

SANGA Charles ,2003, « Formation des milices, manipulation de la rue...Voici comment Le Président Gbagbo veut ressembler à Hitler », in *Le Patriote*, n° 1256 du 07 novembre

SIVORI Boga , 2000, « Le Président Gbagbo Laurent : « honneurs à ceux qui sont tombés en combattants les mains nues sans haines » », in *Notre Voie*, n° 745 du 10 novembre

TEHA Félix et GBAPO Sylvain , 2002, « Pierre Djédji Amondji (tête de FPI-PDCI-PIT) : « Tout le monde sait que j'ai fait mes preuves » », in *Notre Voie*, n°1231 du vendredi 05 juillet.

TOURE Ismaïla et KOUAME N'Guessan, 1994, « La violence urbaine en Côte d'Ivoire : le cas de la ville d'Abidjan », in *Urban violence in Africa*. IFRA, Nigeria. Disponible sur <http://books.openedition.org/ifra/786>

VANDERLICK Benjamin et BATUNGWANAYO Aloys, 2012, « Les lieux de mémoire, initiatives commémoratives et mémorielles du conflit burundais: Souvenirs invisibles et permanents », in *Perspectives* Séries: Research Report. Disponible sur http://www.impunitywatch.org/docs/Burundi_Mem_Research_Report_FR.pdf

VIDAL Claudine, 2008, « La brutalisation du champ politique ivoirien, 1990–2003 », in *Frontières de la citoyenneté et violence politique en Côte d'Ivoire*. Sous la direction de Jean Bernard Ouédraogo et Ebrima Sall. Dakar, CODESRIA, Consulté le 12 Septembre 2016 Disponible sur <http://www.codesria.org/spip.php?article1393>